

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Pourquoi l'embauche bondit-elle dans le secteur de la santé au Canada?

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

FAITS SAILLANTS

- ▶ Depuis que l'administration américaine a imposé pour la première fois des tarifs douaniers sur les importations en provenance du Canada en mars 2025, les embauches dans le secteur de la santé ont été presque seules responsables des gains d'emploi à l'échelle nationale.
- ▶ La forte hausse des embauches dans le secteur de la santé s'est largement concentrée dans un petit nombre de provinces, notamment l'Alberta et l'Ontario, qui ont considérablement augmenté les dépenses de santé publique lors de la saison budgétaire de 2026. Conjuguée à un retour à la croissance de la population et à des dépenses par habitant déjà élevées, particulièrement en Alberta, cette situation nous porte à croire que la forte création d'emplois dans le secteur de la santé est susceptible de se poursuivre dans un avenir prévisible.
- ▶ Cela dit, il est important de reconnaître que cet essor des embauches dans le secteur de la santé n'est pas le reflet du contexte économique sous-jacent et ne devrait pas être considéré comme un indicateur de vigueur de l'économie ou du marché du travail canadien. Au-delà des secteurs de l'économie canadienne directement influencés par les dépenses publiques, le marché du travail canadien demeure résilient malgré l'incertitude et la volatilité persistantes des politiques américaines.

Depuis que l'administration américaine a imposé pour la première fois des tarifs douaniers sur les importations en provenance du Canada, en mars 2025, les embauches dans les secteurs de la santé et des services sociaux ont été presque seules responsables des gains d'emplois à l'échelle nationale (graphique 1). Nous

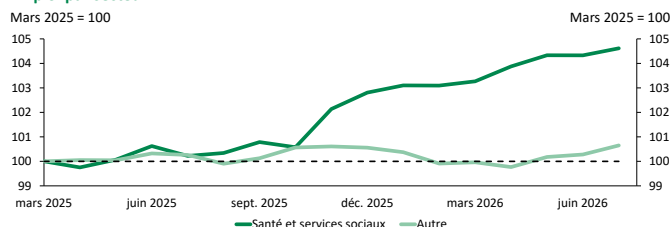
ne sommes certainement pas les premiers à faire ce constat. La vraie question est plutôt de savoir ce qui alimente cette création d'emplois et si elle est appelée à se maintenir.

Qu'est-ce qui stimule la forte embauche dans le secteur de la santé?

La montée fulgurante de l'emploi dans le secteur de la santé a commencé au milieu de 2025. Auparavant, l'embauche dans ce secteur était comparable à celle observée dans l'ensemble du marché du travail. Selon l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* (EERH), la création d'emplois a été plus marquée dans les hôpitaux et les services pour personnes âgées (graphique 2 à la page 2). Ainsi, les gains d'emplois dans le secteur de la santé semblent s'être concentrés principalement dans les établissements financés par l'État, ce qui suggère qu'une réorientation des politiques gouvernementales en est à l'origine.

Graphique 1
Les embauches dans le secteur de la santé ont stimulé la croissance de l'emploi

Emploi par secteur



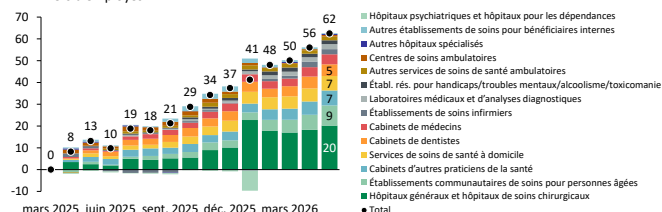
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 2

L'embauche dans le secteur de la santé s'est concentrée dans les hôpitaux et les soins aux personnes âgées

Employés du réseau de la santé par type

En milliers d'employés



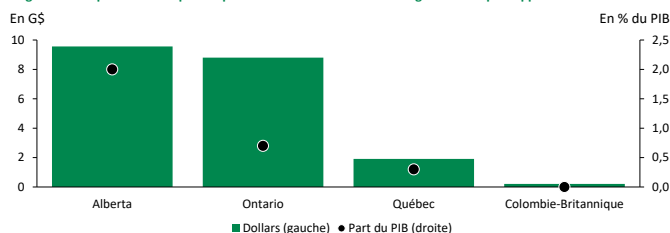
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Comme nous l'avons [souligné](#) peu après la saison budgétaire de 2026, l'augmentation des dépenses de santé contribue largement à la détérioration de la situation budgétaire des provinces. Les résultats économiques en 2025 ont généralement été meilleurs que les prévisions budgétaires antérieures, puisque les tarifs douaniers américains ont été moins élevés que prévu. Cela s'est traduit par une [légère hausse des revenus provinciaux](#) (sauf dans les provinces productrices d'énergie avant le conflit avec l'Iran). Toutefois, une grande partie de ces recettes inattendues devraient servir à financer des dépenses en santé. Les plus fortes augmentations des dépenses de santé prévues pour l'exercice 2026-2027 se trouvent en Ontario en valeur absolue, et en Alberta en proportion du PIB (graphique 3). Le Québec et la Colombie-Britannique suivent, mais dans une moindre mesure. Les provinces de plus petite taille ne publient pas de prévisions des dépenses de santé sur un horizon suffisamment long pour permettre la comparaison. Elles ont néanmoins consacré en moyenne environ 0,5 % du PIB de plus que prévu en santé pour l'exercice 2025-2026 comparativement à ce qui était prévu lors de la saison budgétaire de 2025. On peut donc raisonnablement penser que leurs dépenses de santé cette année dépasseront elles aussi ce qui était prévu au départ.

Graphique 3

L'Alberta se démarque parmi les provinces sur le plan de la hausse des dépenses de santé

Augmentation prévue des dépenses provinciales de santé dans le budget de 2026 par rapport à celui de 2025



Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

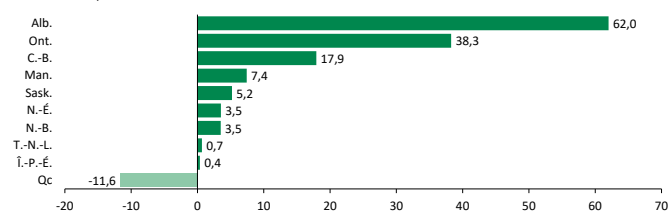
Compte tenu de la progression marquée des dépenses de santé en Alberta et en Ontario, il est logique de s'attendre à ce que ces provinces affichent les plus fortes hausses de l'embauche dans le secteur de la santé. Et c'est effectivement le cas (graphique 4). Selon l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, l'Alberta (62 000) et l'Ontario (38 300) ont enregistré le plus grand nombre de nouveaux emplois nets dans le secteur de la santé et de l'assistance sociale depuis mars 2025, soit plus de 100 000 à elles seules. Les autres provinces ont enregistré un total de 27 000 embauches dans ce secteur au cours de la même période, dont les deux tiers en Colombie-Britannique. Seule exception parmi les grandes provinces, le Québec a perdu près de 12 000 postes dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, ce qui concorde avec le mandat de Santé Québec de résorber un déficit systémique de 1,5 G\$ au moyen de regroupements et de réductions d'effectifs depuis sa création en décembre 2024. L'EERH affiche des résultats similaires, bien que plus modérés. Il semble donc évident que les décisions des provinces d'accroître leurs dépenses de santé, ou de les contenir dans le cas du Québec, influent largement sur les résultats en matière d'emploi dans le secteur.

Graphique 4

L'Alberta et l'Ontario ont connu la plus forte hausse des embauches dans le secteur de la santé

Variation de l'emploi dans la santé et l'assistance sociale, de mars 2025 à juillet 2026

En milliers de personnes



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

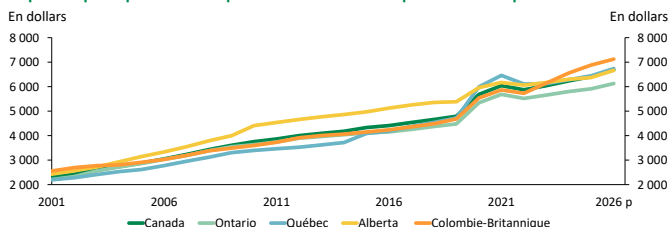
Cela ne signifie pas que nous nous prononçons sur le bien-fondé de ces dépenses particulières. Dans certains cas, elles pourraient être nécessaires pour répondre à des besoins en santé qui étaient jusque-là insatisfaits. Cependant, par habitant, les dépenses publiques de santé ont continué de croître depuis la pandémie et dépassent leur tendance pré-COVID dans la plupart des grandes provinces (graphique 5 à la page 3). L'Alberta fait exception, bien que ses dépenses publiques de santé par habitant aient été nettement supérieures à celles des autres grandes provinces au cours de la décennie ayant précédé la pandémie, notamment en raison de salaires plus élevés que la moyenne dans le secteur de la santé. Ses dépenses publiques de santé devraient désormais s'établir dans la moyenne canadienne, après plusieurs années de modération. Cette situation est d'autant plus remarquable que l'Alberta possède la population la plus jeune de toutes les provinces canadiennes. Après ajustement pour tenir compte de l'âge, l'Institut canadien d'information sur la santé [a constaté](#) que

les dépenses de santé par habitant en Alberta étaient supérieures à la moyenne canadienne en 2023 et qu'elles arrivaient au deuxième rang derrière Terre-Neuve-et-Labrador, la province ayant la population la plus âgée (graphique 6). Cela soulève une question plus fondamentale quant aux facteurs qui stimulent les dépenses de santé en Alberta et l'efficacité de celles-ci, au-delà du seul vieillissement de la population, alors que les coûts de santé provinciaux continuent de croître.

Graphique 5

Dans toutes les grandes provinces, les dépenses de santé par habitant sont en hausse

Dépenses publiques de santé par habitant au Canada pour certaines provinces

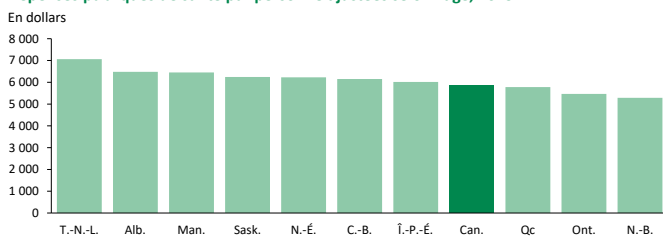


p : prévisions
Remarque : Les valeurs pour 2024 et 2025 sont des prévisions de l'ICIS. La valeur pour 2026 est une prévision de Desjardins, Études économiques.
Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), Statistique Canada, documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

Graphique 6

Après ajustement selon l'âge, l'Alberta se démarque par ses dépenses de santé

Dépenses publiques de santé par personne ajustées selon l'âge, 2023



Institut canadien d'information sur la santé et Desjardins, Études économiques

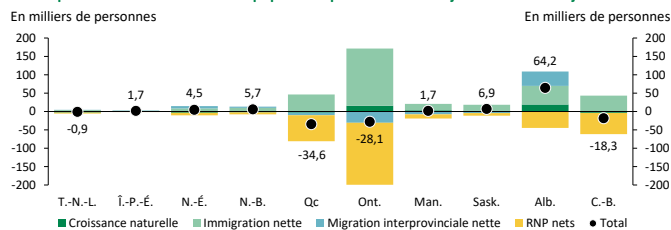
Cela dit, l'Alberta a connu la plus forte croissance démographique de toutes les provinces canadiennes au cours des dernières années, ce qui a entraîné une demande accrue de services de santé, indépendamment de l'évolution des coûts par habitant. Plusieurs des nouveaux arrivants dans cette province proviennent d'ailleurs au Canada (graphique 7), particulièrement de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, les jeunes Canadiens et Canadiennes étant à la recherche de meilleures perspectives d'emploi et de logements plus abordables. La province bénéficierait ainsi d'un dividende démographique, puisque les jeunes requièrent moins de ressources en santé par habitant que les personnes plus âgées tout en contribuant davantage aux recettes de l'impôt sur le revenu. Cela dit, une attention soutenue à la réduction des coûts pourrait demeurer nécessaire afin de limiter davantage la hausse des dépenses par habitant alors que la croissance démographique de l'Alberta se poursuit, bien qu'à un rythme inférieur à celui des dernières années. À cet égard,

la création des Health Shared Services dans le [budget 2026 de l'Alberta](#) comme nouvelle société provinciale chargée de centraliser les services a pour objectif de contenir les coûts du système de santé.

Graphique 7

Les gains de population de l'Alberta sont soutenus par la migration interprovinciale

Décomposition de la variation de la population provinciale du 1^{er} juillet 2024 au 1^{er} juillet 2025



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Quelles perspectives pour l'embauche dans le secteur de la santé?

Étant donné que la forte création d'emplois dans le secteur de la santé au cours de la dernière année a été stimulée par les politiques publiques et concentrée dans un nombre restreint de provinces, il est pertinent de se demander si cette tendance est appelée à se poursuivre. En bref, la réponse est oui.

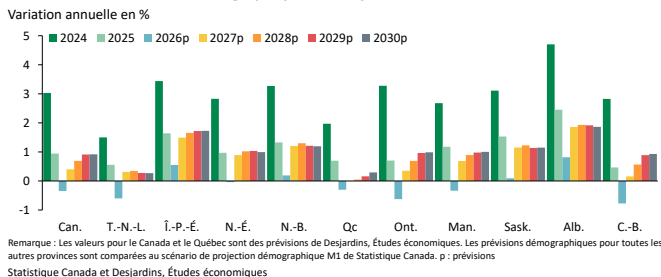
Premièrement, les gouvernements de l'Alberta et de l'Ontario ont prévu d'affecter des ressources supplémentaires importantes aux services publics de santé au cours des prochaines années. Étant donné les pressions soutenues sur les coûts liés au vieillissement et à d'autres facteurs, rien ne laisse croire que cette tendance s'inversera. Cette hausse des dépenses devrait certes se refléter dans les futures données sur l'emploi, mais une partie de ces sommes servira également à financer des hausses salariales pour les travailleurs de la santé déjà en poste. Cela dit, la croissance projetée des dépenses de santé en Alberta, d'environ 4 à 5 % par année, pourrait également constituer une hypothèse réaliste pour les autres provinces canadiennes, compte tenu des pressions continues exercées sur les systèmes de santé provinciaux. En effet, le financement à long terme et la productivité du secteur de la santé ont été au cœur des discussions lors de la récente [réunion des premiers ministres](#) à Charlottetown.

La croissance démographique de l'Alberta devrait également demeurer parmi les plus fortes au pays au cours des prochaines années, ce qui favorisera le maintien d'une demande durable pour les services de santé (graphique 8 à la page 4). Même si la population de l'Ontario devrait reculer cette année avec le ralentissement des admissions de nouveaux arrivants au Canada, les utilisateurs les plus coûteux du système public de santé sont généralement les personnes âgées, souvent établies dans

la province depuis longtemps. Par conséquent, les coûts des services publics de santé par habitant auraient pu augmenter, même sans l'augmentation des dépenses planifiées en Ontario. (Consultez nos plus récentes [Perspectives provinciales](#) pour une analyse approfondie de nos projections économiques et démographiques régionales.)

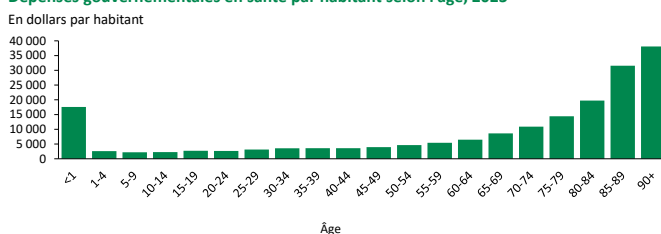
Graphique 8
L'Alberta devrait continuer de mener la croissance démographique du Canada

Prévisions de croissance démographique (au 1^{er} juillet)



Plusieurs autres provinces sont confrontées à des enjeux démographiques encore plus importants que ceux de l'Ontario. Six des dix provinces présentaient un âge moyen supérieur à la moyenne nationale de 41,8 ans en 2025. Mais la démographie n'explique pas tout. Bien que les dépenses publiques de santé par habitant augmentent de façon presque exponentielle avec l'âge (graphique 9), il ne semble pas y avoir de lien étroit entre l'âge moyen de la population d'une province et les dépenses publiques de santé par personne (graphique 10). D'autres facteurs, comme le revenu, l'urbanisation, l'immigration et la population autochtone, ainsi que des facteurs de risque, comme la prévalence du tabagisme, de la consommation d'alcool, de la toxicomanie, de l'obésité et de l'inactivité, jouent également un rôle. À cela s'ajoutent les écarts plus généraux de performance des systèmes de santé entre les provinces canadiennes.

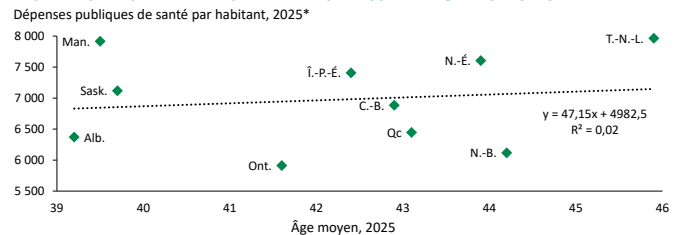
Graphique 9
Les coûts des soins de santé augmentent presque exponentiellement après l'âge moyen
Dépenses gouvernementales en santé par habitant selon l'âge, 2023



Institut canadien d'information sur la santé et Desjardins, Études économiques

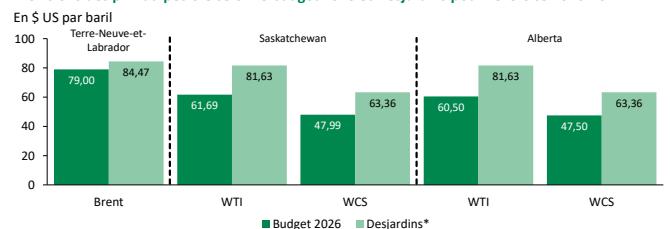
Graphique 10
Le lien entre l'âge et les dépenses de santé par habitant est faible

Dépenses publiques de santé par habitant par rapport à l'âge moyen par province



Pour les provinces productrices d'énergie, une autre bonne nouvelle se profile sur le plan budgétaire, ce qui devrait contribuer à compenser la hausse prévue des dépenses en santé. Le conflit avec l'Iran a fait grimper les prix de l'énergie et a stimulé les revenus projetés par rapport aux prévisions de la saison budgétaire de 2026 (graphique 11). Selon nos dernières estimations, les finances de l'Alberta pourraient passer d'un déficit important à un léger excédent, même après avoir tenu compte des versements de 100 \$ au titre du remboursement de l'Alberta pour l'énergie. L'ampleur des retombées budgétaires pour la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador est plus difficile à estimer avec précision, bien que la tendance soit nettement positive.

Graphique 11
Les prix du pétrole sont supérieurs aux attentes des gouvernements provinciaux
Prévisions des prix du pétrole selon le budget 2026 et Desjardins pour l'exercice 2026-2027



Conclusion

En somme, nous croyons qu'il est clair que l'essor des embauches dans le secteur de la santé est attribuable aux politiques gouvernementales, particulièrement en Alberta et en Ontario. Par conséquent, cette tendance devrait vraisemblablement se poursuivre dans un avenir prévisible. Il est donc important de reconnaître que la récente vague d'embauche dans le secteur de la santé est davantage le reflet de pressions démographiques et de la demande de services qu'un signe de vigueur généralisée

de l'économie. On observe le même phénomène du côté des dépenses des consommateurs, qui ont été stimulées par d'importants transferts de revenus en provenance du gouvernement fédéral et, dans une moindre mesure, des gouvernements provinciaux. Mais au-delà des secteurs de l'économie canadienne qui sont clairement soutenus par les dépenses publiques, le [marché du travail](#) canadien demeure résilient face à l'incertitude et à la volatilité persistantes des politiques américaines.